

Précarité au paradis

Le modèle Barcelone

Peter Gelderloos

2015

Table des matières

Le modèle San Francisco	4
L'avantage précaire de Barcelone	7
Une nouvelle logique de gentrification	11
La main forte derrière le libre marché	13
Espace public, espace privé & espaces commun	17
Postscriptum	20

La ville de Barcelone évoque un éventail d'images divergentes. Beaucoup la connaissent comme une ville balnéaire branchée, pour ses paellas et son flamenco, et sa riche vie de rue. Mais quiconque suit les informations se rappellera aussi des assemblées gigantesques sur les places occupées, des manifestations contre les saisies d'hypothèques, et plus d'un incident lors de lourdes émeutes, incluant une semaine ininterrompue d'escarmouches en mai dernier ayant forcé l'Hôtel de Ville à annuler l'expulsion du centre social squatté depuis 17 ans, *Can Vies*, un *fait-accompli* étant donné que le bâtiment avait déjà été repris et que l'équipement de démolition avait été incendié par les émeutiers.e.s.

Il existe en fait une relation intime entre ces deux facettes distinctes de la ville. La croissance économique continue de Barcelone, en dépit de la crise qui touche l'Espagne, avec un chômage allant jusqu'à 26% repose sur un processus dynamique de gentrification, remodelant violemment la ville. Loin des exemples typiques de renouvellement urbain, celle de Barcelone profite d'investissements internationaux et d'une planification centrale appuyée qui confond les distinctions traditionnelles entre l'industrie et le tourisme, le travail et les loisirs, les *bons* boulots et les précaires, se jouant stratégiquement des points forts de la ville et transformant la crise en une aubaine.

Le modèle San Francisco

La « Marca Barcelona, » la marque de la ville comme son gouvernement l'appelle souvent est innovante, mais pas *sui generis*. Le laboratoire urbain dans lequel ce modèle déployé à Barcelone a trouvé sa forme actuel est San Francisco. Ironiquement, c'était probablement la réputation de San Francisco comme un havre rêche et graveleux de culture urbaine qui l'a rendu intéressant pour les yuppies de la Silicon Valley.¹ Au cours de décennies, la contreculture a été transformée en capital culturel, et la ville est devenue un terrain de jeu pour les employé.e.s de Google, Facebook, Twitter et d'autres firmes TIC.²

Ce terrain de jeu en revanche n'est pas une zone de services typiquement conçue pour capturer les salaires distribués par un employé tiers plus grand, comme les bars et clubs de strip-teases d'une ville qui voisinent immanquablement les bases militaires. Peut-être que l'élément le plus significatif de cette nouvelle économie est que le terrain de jeu est avant tout un modèle de production. Aussi intelligent et sans pitié que soit le secteur technique, est-ce que quiconque pense vraiment qu'elles laisseraient leurs employé.e.s arrêter de travailler ? Loin de là, les jours de la pointeuse et du retour à la maison sont terminés.

De la même manière que les téléphones portables ont la capacité malfaisante d'augmenter la productivité des travailleurs en nous forçant tou.te.s à être constamment en veille, les employé.e.s TIC sont de plus en plus concentré.e.s dans des quartiers culturellement stimulant où elles peuvent socialiser avec d'autres yuppies et s'exposer avec leurs gadgets pour réfléchir collectivement autant de nouvelles applications pour les dernières technologies. Elles ne sont pas toujours à pointer, mais il est attendu d'elles qu'elles ramènent leur travail à la maison. Le terrain de jeu dans lequel elles gambadent à donc besoin d'avoir les infrastructures nécessaires pour faire interface avec les nouvelles apps qui font une grande partie des productions économiques d'aujourd'hui, et ont également besoin d'avoir les allures sociales et culturelles qui les rendent excitantes, à la fois pour leurs designers que pour leurs consommateur.ice.s. Il peut s'agir d'applications de rencontre, pour trouver des restaurants et clubs branchés, ou connecter des personnes partageant des passe-temps. Une ville ne répondant pas à ces besoins d'une grande quantité de passe-temps, n'ayant pas de bonne infrastructure, ou ne fanfaronnant pas à propos de sa cuisine et d'une vie nocturne de première ordre ne serait pas capable d'attirer les jeunes esprits brillant nécessaire à la croissance du secteur technique, ni de les inspirer à toujours produire quel que soit l'heure. De la même manière que le travail et les loisirs sont mélangés, les productions culturelles, matérielles et intellectuelles deviennent indifférenciables.

Comment et pourquoi est-ce que San Francisco est devenu un tel terrain de jeu ? Il semble contradictoire d'affirmer que c'était cette même pauvreté et rébellion de San Francisco qui attira les yuppies, étant donné que la gentrification attisée par les TIC ont mené à un véritable nettoyage ethnique qui ont tué ou chassé tout ce qui constituait autrefois cet aspect de San Francisco. Il est maintenant évident que le capitalisme est plein de contradictions. En fait, la convoitise des yuppies est assez naturellement dirigée à ce qu'elles ne peuvent jamais créer, seulement détruire.

Dans son roman de science-fiction techno-punk, *Count Zero*, William Gibson se demande si les hyper-riches peuvent en fait être vraiment considéré.e.s comme humain.e.s.³ Quel que soit le verdict, il ne fait aucun doute que le capital est une force inhumaine. Presque toutes les grandes innovations musicales du siècle dernier, bien qu'elles soient devenues la source de productions économiques, des clubs de jazz dédiés aux riches blanc.he.s aux labels de hip-hop, étaient le fruit de gens pauvres et opprimé.e.s vivant aux marges de leur société. J'irai

¹ Ndt : Yuppies, pour *Young Urban Professional*, terme anglophone définissant les jeunes cadres et ingénieurs de haut niveau, évoluant dans les milieux de la haute finance et habitant le cœur de grandes métropoles (Wikipedia)

² Ndt : Dans le texte original, l'acronyme est IT. En Français, c'est TIC, pour Technologies de l'Information et de la Communication, qui est plus courant

³ Gibson, William. *Comte Zero*. La Découverte, 1986.

jusqu'à dire qu'autour du monde, ce sont les marges et non le centre qui tendent à être les espaces de grande créativité culturelle. Dans un contraste absolu, des lieux caractérisés par la concentration de capital, pense aux centres bancaires ou d'assurance comme Frankfurt, Zürich, Charlotte, Toronto ou Hartford ont tendance à être culturellement morts. *Suburbia*, enfanté par la grande extension financière étasunienne est notoire pour être culturellement moribonde, et c'est en fait le cimetière vers lequel de nombreux.se.s aspirant.e.s employé.e.s de la technologie s'enfuient.

Illes courent vers ce qui les attire, mais qu'illes ne peuvent jamais comprendre : Les zones contre-culturelles qui défient la loi et le conformisme. Comme tou.te.s les conformistes, ces yuppies veulent croire qu'illes sont aussi des individu.e.s créatif.ve.s et auto-actualisé.e.s.⁴ Illes s'engagent alors dans leur plus grand acte de conformisme : essayer de créer, et de s'auto-actualiser avec les outils fournis par les formes prédominantes d'expansion économiques. En cours de routes, illes s'adonnent au mythe fondamental de l'entrepreneuriat : être payé.e.s ce que l'on aime, comme si le travail pouvait être quoi que ce soit d'autre qu'une relation d'antagonisme. Au moins pour ce qui est du court-terme, cette antagonisme est déplacé sur les classes de gens qui méritent en fait la mention d'avoir créé des quartiers vivants, mais qui, vu de près, sont en fait un peu trop désordonné.e.s, trop prolo, trop anarchique pour le confort des yuppies. Les habitant.e.s initiaux se font mettre dehors, les quartiers se désertifient et meurent, et la recherche continue. Du Lower East Side⁵ à Brooklyn, de Kreuzberg à Prenzlauer Berg, et de Mission à Oakland.⁶ Une contre-culture vive, radicale et multiraciale se fait dépareiller, séparant les radicalaux matures et responsables disposé.e.s à commercialiser leurs idéaux pour entrer dans la classe moyenne, de ceux de plus en plus marginalisé.e.s qui donnent corps à des vies entières de rébellion et de répressions de n'importe quelle manière illes peuvent, souvent confronté.e.s à la vie dans la rue, l'emprisonnement, l'addiction et les problèmes de santé mentale.

La gentrification ne passe pas seulement par l'augmentation des loyers. La police joue un rôle important dans le nettoyage de la vie d'une ville. À San Francisco, la police a surfé la même vague qui s'est écrasée sur le reste du pays. Comme si *Dirty Harry* avait été leur manuel d'opération,⁷ illes ont utilisé une hyperbole victimiste pour insufflé au public leur idée que les criminel.le.s (une catégorie bien sûr laissée sans questionnement) utilisaient leurs nombreux droits et protections (une autre supposition non fouillée) pour piétiner la société, et que la police, dans ce cadre là partisan.e.s de la loi et de l'ordre ont été copieusement aidés par les médias. Avec des pouvoirs nouvellement étendus, la police a été capable d'orienter leur *War on Crime* [guerre contre le crime] contre les éléments les plus criminalisé.e.s de la société, les gens pauvres et racisé.e.s et ont effectivement déterminé qui pouvaient vivre ou non dans un quartier.

Il serait utile d'analyser, au moins brièvement le racisme qui est intégral à la fois à la gentrification et au travail de police. Il est évident que le genre de racisme dont Google et autres ont besoin de manière à avoir leur terrain de jeu n'est pas un racisme statique et vertical typique du *White Flight* [fuite des blanc.he.s] du marché immobilier ou du travail de police traditionnel, « *don't let the sun set on you here.* »⁸ Pour être compétitives économiquement, Google et les autres entreprises TIC ont besoin d'être capable de recruter des cerveaux non pas aux niveaux régionaux ou nationaux mais dans le monde entier. Cela veut dire embaucher et mettre ensemble des gens de nombreux pays, origines et *racés* différentes. Le genre de racisme que ce genre d'opération délicate nécessite, avec de l'harmonie en haut et des nettoyages ethniques en dessous est en fait une version libérale de l'anti-racisme : le *colorblind*. En ignorant la racialisation des histoires et les dynamiques de pouvoir, en prétendant effacer les héritages toujours présents de l'esclavage et du colonialisme et en commençant tout à

⁴ Ndt : Sur les individu.e.s créatif.ve.s et leur rôle dans les transformations urbaines, voir le livre de Moineau, David. *Dérive dans une "ville créative" : Récit subjectif critique politique partisan radical punk anarchiste et à la limite de la mauvaise foi des transformations urbaines à Grenoble*. CMDE, 2018.

⁵ Ndt : Il s'agit d'un quartier de Manhattan à New York. Quartier d'immigrant.e.s pauvre depuis sa création, sa gentrification à commencé par le débordement du East Village voisin, qui était le quartier des artistes et de la bohème depuis le début du XX. Voir Tobocman, Seth. *Quartier en guerre*. CMDE, 2017.

⁶ Ndt : Respectivement situés à Berlin et dans Sans Francisco et sa baie.

⁷ Ndt : *L'inspecteur Harry* de Don Siegel ; 1972.

⁸ Ndt : L'expression tient de l'époque de la ségrégation, où des villes étaient "ouvertes" aux populations racisé.e.s lors de la journée et des périodes de travail pour retrouver leur ségrégation raciale le soir venu. Un équivalent moderne en fRance serait la situation représentée dans le film *La Haine* de Mathieu Kassovitz ; 1995.

neuf, le *colorblind* met l'accent non pas sur la race en tant que tel, mais sur d'autres indices intimement connecté de traits pour déterminer l'inclusion ou l'exclusion dans le nouveau système. L'intersection de race et classe atteint son importance principale, ce qui signifie que les personnes racisé.e.s doivent abondamment signaler qu'elles appartiennent ou désirent appartenir à la classe dominante de manière à gagner l'approbation des gardien.ne.s de la loi, de l'ordre et du progrès économique, depuis la police jusqu'aux agences de location et aux employeurs. Si le *colorblind* fonctionne, l'employeur, les collègues et la zone immobilière (J'hésite à dire "communauté") accepteront une personne de Bangalore avec des vêtements chics et un diplôme d'ingénieur, tandis que le sans-abri noir qui a vécu dans cette rue toute sa vie sera violemment exclu. Dans les villes où ce modèle est en place, une attention toute particulière est placée sur le fait de donner à la police un entraînement à la *sensitivité culturelle*, précisément afin que les flics ne tuent pas les *mauvaises* personnes racisé.e.s.

L'avantage précaire de Barcelone

Depuis déjà quelques années, les journaux espagnols parlent d'un "axe technologique" liant San Francisco, Barcelone et Israël. Ce triumvirat n'a pas encore gagné une reconnaissance internationale. Des centres décisionnels établis comme Londres et Berlin peuvent être vu comme en meilleure position pour être le troisième joyau serti sur la couronne mondiale des TIC. Pendant ce temps là, les deux géants reconnus ne semblent pas reconnaître aucune de ces nouvelles rivalités. D'après Jonathan Medved, PDG de OurCrowd, une entreprise d'investissement à risque israélienne, la Silicon Valley et Israël constituent « un duopole et le reste du monde mange nos miettes. »

Naturellement, ce pronostic morose n'empêche pas d'autres villes à travers le monde de concourir pour l'investissement international des TIC. La position de Barcelone n'est en rien sécurisée, mais l'élite de la ville ont fait le pari convainquant de développer une stratégie qui joue sur leurs avantages plutôt que d'essayer aveuglement de copier le modèle San Francisco. Ce modèle qu'elles ont déployé pourrait tout à fait devenir influent pour d'autres villes dont les destinées sont loin d'être garanties, mais qui mènent des campagnes sérieuses pour attirer le capital international.

Pendant des décennies, Barcelone était une ville où chacun.e pouvait s'attendre à trouver une confrontation entre l'industrie et le tourisme. D'un côté la capitale catalane a longtemps été le centre manufacturier incontesté de l'Espagne. D'un autre, sa situation sur la Méditerranée, la vivacité de sa culture de rue, et sa réputation pour sa cuisine faisait que Barcelone faisait l'expérience d'un attrait puissant pour le marché touristique, à la fois européen et international.

Quel secteur gagnerait ? Après tout, l'industrie ne remplit pas les attentes esthétiques demandées d'un paradis touristique, et a aussi tendance à créer des emplois stables et à long-termes, donnant aux employé.e.s des attentes incompatibles avec la main d'œuvre extrêmement précaire nécessaire au tourisme.

La solution a plutôt été de fusionner tourisme et industrie, en suivant le modèle établi par San Francisco, rendant indifférenciable le travail et les loisirs, les productions culturelles, matérielles et intellectuelles. Les infrastructures de transports sont un point de convergence évident, promouvant à la fois l'industrie et le tourisme. L'aéroport de Barcelone a la croissance la plus forte en Europe, et les lignes de train à grande vitesse connectant la ville à Madrid et Paris ont été complétées dans les dernières années, malgré les protestations des habitant.e.s, et l'étendue du port est capable de subvenir aux besoins des entreprises de transport, yachts de luxe et paquebots de croisière. Les fonctions industrielles plus disgracieuses sont cachées derrière Montjuic, plus proche donc de l'aéroport.¹

Une grande part de l'industrie catalane contemporaine est dans la production alimentaire. Non seulement la région se vante d'avoir la plus grande concentration de tout l'état espagnol dans ce secteur, mais sa capitale est aussi le lieu où se déroule le second plus grand congrès des professionnel.le.s de l'alimentation. Et comme tou.te.s vacancière le sais, la gastronomie est l'un des principaux attraits de Barcelone. Peu importe que la paella soit en fait de Valencia, ou que les tapas étaient supposées être données gratuitement étant donné qu'il est considéré comme impoli de servir une boisson sans rien offrir à grignoter. **Les touristes, en tant que consommateur.ice.s d'authenticité, payent pour se faire mentir.** L'industrie alimentaire est devenue complémentaire au *business* florissant de la restauration.

L'industrie automobile catalane, qui prétend à presque 30% du total espagnol explore ses liens avec le secteur des TIC pour produire des applications automobiles pour les nouvelles technologies. Avec un soutien généreux à la fois des gouvernements catalans et de Barcelone, elle développe les voitures électriques, tandis que la ville

¹ Ndt : Colline surplombant la vieille ville de Barcelone, elle est notamment connue pour sa prison où furent détenu et exécuté un grand nombre d'anarchistes sous différents régimes politiques.

étend le réseau d'infrastructures nécessaire à de tels véhicules, avec un plan d'installation de 300 stations de charge publiques et gratuites à travers l'aire métropolitaine ; en plus des 150 stations de charge pour scooters électriques déjà en place. Le secteur privé pousse au développement d'applications pour promouvoir les interfaces TIC, dont les exemples les plus évidents sont celles pour trouver des stations de charge, des covoiturages ou des places de stationnement.

Barcelone est aussi en train de modifier sa conception du tourisme. Les destinations touristiques ont typiquement opté pour une stratégie parasite, essayant de courtiser des familles nanties et des étudiant.e.s venant des endroits où l'économie réelle a supposément lieu. Ces économies sont entièrement tertiaires et dépendantes des aléas de cycles économiques dans lesquelles elles ne jouent aucun rôle. Mais plutôt que d'attendre pour des vacancier.e.s d'Allemagne ou des États-Unis, et de se résigner aux sécheresses cycliques de *l'hors-saison*, l'élite de Barcelone essayent de plus en plus d'attirer des touristes d'un autre genre. Les congrès professionnels et les délégations qu'ils apportent, les expatrié.e.s volontaires, les yuppies et leurs startups, et les *tech-geeks* en *vacance-travail*.

Barcelone n'a ni Google, ni Apple, ni Facebook et il est peu probable qu'elle n'en crée jamais. Comment la ville peut-elle espérer s'établir en tant que géante des TIC ? En jouant de son capital culturel et de son avantage précaire. La ville a ce qu'il faut pour extraire du capital intellectuel : plages, bonne bouffe, un climat attrayant, une vie nocturne excitante et un grand nombre d'activités d'extérieur, et même une contre-culture plus entraînante et exotique que Berlin, Barcelone peut attirer les yuppies. Mais les employé.e.s de la technologie ne sont pas suffisants pour créer une place forte des TIC, ce qui est la raison pour laquelle l'élite de la ville sont occupé.e.s à se construire une niche spécifique, et c'est là où le modèle de Barcelone diffère de ses prédécesseurs californiens. Avec toujours plus de succès, Barcelone se vend comme une marque de location idéale pour le travail et les loisirs, complétant plutôt que remplaçant les géants existants.

Le premier élément sont les congrès professionnels. Rassemblements importants, ces conventions encouragent le réseautage parmi les délégations mondiales d'une industrie donnée, leur permettant de vanter leurs produits et de faire de nouveaux contacts, mais elles sont aussi fait pour avoir un élément de fun. Personne ne veut aller à une convention professionnelle à Des Moines. Barcelone n'est pas seulement une ville avec du *pizzaz*,² mais aussi un lieu d'innovation dans l'industrie technologique et d'autres. Barcelone est la première ville au monde pour le nombre de délégations de conférences qu'elle accueille, en fait 40% des visiteur.se.s passant une nuit en ville viennent pour un événement international, et la troisième au monde pour le nombre de conférences internationales. Sa plus importante convention est le Mobile World Congress, qui est la plus importante pour tout ce qui touche aux téléphones portables et applications. Ce congrès est une source de rancœur, et dans les dernières années, a été la cible de protestations, et même partiellement interrompu par des émeutes. Bien que de nombreuses personnes vivent des activités économiques associées avec le MWC, les emplois générés sont temporaires et stressant, et les milliers de délégué.e.s qui s'y rendent envahissent la ville avec une grande impression d'entitlement. Comme n'importe quel autre macro-événement, le congrès comporte une forte présence policière et des mesures de sécurité extrêmes imposée aux quartiers adjacents et sur sa propre force de travail. Cette année [2015], la police a dressé une liste noire d'une douzaine de personnes qui avaient déjà été embauchées pour travailler à la convention. En grande partie anarchistes, un bon nombre de ceux sur la liste n'avaient pas de casier judiciaire, et aucun.e n'avait été arrêté pour quoi que ce soit qui aurait pu présenter une menace légitime pour la sécurité des travailleur.se.s intérimaires. Néanmoins, la police catalane est chargée de la sécurité au FIRA, le gigantesque complexe qui héberge les plus grande conventions de Barcelone, et se gardent le droit d'imposer n'importe quelles conditions qu'elles souhaitent.

Pour héberger une convention professionnelle, une ville a besoin d'une quantité importante de main d'œuvre superflue et précaire. Le Mobile World Congress en emploi plus de douze mille chaque année, la plupart pour à peine plus d'une semaine, les faisant travailler 14 heures par jour. Les seules personnes qui travailleraient dans de telles conditions sont celles qui vivent au jour le jour, et manquant d'un emploi stable, ont besoin de prendre n'importe quel boulot qui leur tombe sous la main. Avec un taux d'emploi des jeunes d'environ 50%, Barcelone a ce genre de bassin d'emploi. En plus de ça, ces foires nécessitent une ville avec un grand nombre

² Ndt : Un aspect excitant ?

d'hôtels, de restaurants, un secteur des services développé et une offre variée de divertissements. À Barcelone, les restaurants constituent l'emploi majoritaire pour les jeunes, et la guilde hôtelière est la pièce maîtresse de l'économie locale. Barcelone a également une forte concentration de travailleur.se.s du sexe, principalement composée immigrante, et il n'est pas souvent mentionné que de nombreuses délégation de congrès viennent dans l'intention d'exploiter aussi ce secteur d'emploi.

Un second élément sont les *vacances-travail*. Le télétravail est particulièrement dans le secteur des technologies, et il signifie de plus en plus non plus du travail à domicile, mais du travail depuis n'importe quel endroit où il y a une bonne connexion wifi. Pour cela, l'*Ajuntament*, l'hôtel de ville de Barcelone fût l'une des premières municipalités à installer un accès sans fil sur tout son territoire, et le réseau d'accès gratuit sera bientôt étendu aux transports en commun.

Nombreuses sont maintenant les personnes venant à Barcelone pour un mois ou deux, divisant leur temps entre leur temps à travailler depuis un café, ou encore mieux : sa terrasse sur le trottoir, et le fait de sortir en boîte ou d'aller à la plage. Ce secteur de croissance attise la prolifération d'appartements loués à court-terme, remplissant les nombreux appartements laissés vides par le percement de la bulle immobilière de la ville. En fait, la guilde hôtelière s'est sentie si menacée par cette nouvelle forme de résidence au moyen-terme qu'elle a demandé à l'Ajuntament de sévir sur tout ces "appartements touristiques" illégaux (lire, non-régulés). Plusieurs nouvelles entreprises remplissent ce vide, en se spécialisant dans ce type de locations.

La demande étrangère grandissante pour le marché immobilier de Barcelone a permis d'améliorer le percement de cette bulle et d'empêcher les prix des loyers de tomber trop bas. Bonne nouvelle pour les propriétaires, et mauvaise pour les locataires. Jusqu'à présent, l'Ajuntament a continué son financement des principaux projets de construction, faisant en sorte que l'industrie du bâtiment, autrefois un des principaux investissements de capital dans la ville, ne s'effondre pas. En revanche, à la place de constructions privées furtive, l'industrie se concentre maintenant sur des infrastructures majeures et des projets de gentrifications planifiées par l'aménagement du territoire général de l'Ajuntament. Est-ce que l'administration d'Ada Colau va mettre fin à tout ceci ?³ Beaucoup de contrats sont déjà signés. En dehors de ça, un ralentissement des constructions pourrait alimenter la crise, étant donné que tant d'emplois y sont lié avec la gentrification dans un cercle vicieux, demandant à la ville de se cannibaliser pour pouvoir survivre.

En parallèle à la fois des congrès et des vacances-travail, il existe aussi les festivals culturels, qui peuvent jouer un rôle à encourager l'expansion industrielle et aussi à attirer les vacancier.e.s productif.ve.s. Barcelone a plus de 223 événements internationaux confirmé tout au long de l'année 2021, et a récemment dépassé Berlin, Paris et Rome pour devenir le nouveau siège du *Hard Rock Festival*. Elle fanfaronne également sur ses douzaines d'événements sportifs, festivals musicaux, artistiques et théâtraux, conventions artisanales de brasserie, vin et autres pratiques culinaires brasseries artisanales, ainsi qu'un réseau de 43 marchés publics recevant plus de 60 millions de visites par an. Le 9e congrès international des marchés public, avec des représentant.e.s de 120 villes a eu lieu ce mois de mars [2015] à Barcelone.

Un troisième et important élément de ce nouveau tourisme productif sont les *startups*. *Wired UK* a déclaré la ville comme l'une des « *capitales européennes des startups les plus chaudes*. » Avec huit universités prestigieuses, dont deux des trois des meilleures espagnoles, et une école de commerce hautement réputée, Barcelone espère cultiver des talents locaux, et avec son attrait touristique, d'inciter des travailleurs technologiques du monde entier à devenir des "expatrié.e.s volontaires", s'installant dans la ville pour quelques années de manière à réaliser un projet créatif et commercialement orienté. Avec ces prix bas et son appui gouvernemental, elle a aussi gagné des entrepreneur.se.s TIC gagnant.e.s venant de marchés saturés comme la Silicon Valley. Le coût de la vie étant bien plus bas, avec des loyers souvent au cinquième de ce qui se trouve à San Francisco, New York ou Londres, cela rend les couts initiaux de lancement de la startup similairement plus bas. Et si l'entreprise a besoin de s'étendre, il y a déjà un grand bassin d'emploi qualifié à la recherche de boulot, et la nouvelle main d'œuvre est *cheap*. D'après un blog d'entrepreneur.se.s expatrié.e.s, « *l'expertise technique [en Espagne] peut coûter un quart de ce qu'il serait dans la Silicon Valley*. »

³ Ndt : Élu.e maire de Barcelone en 2015 sur une plateforme liée au parti Podemos, issu du mouvement des *Indignados*, il s'agit d'une ancienne activiste pour le droit au logement ; dans le contexte de la crise immobilière espagnole des années 2000.

L'Ajuntament est toujours à vendre Barcelone comme une « *Smart City* », une ville dans laquelle les nouvelles technologies de l'information, ne sont pas seulement développées mais immédiatement mises en pratique, se vantant de sa disposition, flexibilité et volonté à malléer le territoire urbain et la vie de ses habitant.e.s pour interfacer de manière plus soumise avec toutes les nouvelles applications de communication, consommation, transport, réseautage et surveillance. À la fois une tactique de marketing et un secteur de croissance pour la technologie, la *Smart City* fait la promotion d'un nombre de méthodes pour apaiser la plèbe, utilisant les technologies de communications et la nouveauté qu'elles commandent toujours pour créer l'illusion d'une participation citoyenne, similaires à la manière dont les sections de commentaires ont autrefois été supposément révolutionnaire dans les médias d'information. Un exemple : MobileID, une application pour téléphones portables qui donne aux citoyen.ne.s un accès sécurisé aux sites internet gouvernementaux, permet de consulter les recensements et de copier des déclarations d'impôts, de localiser les bureaux de votes le jour d'une élection et de trouver où leurs voitures ont été mises à la fourrière, comme l'explique fièrement le site internet officiel de *Smart City*.

Le concept de *Smart City* a émoussé le public modérément écologiste, faisant la promotion de modèles rationnels de planification urbaine qui soulignent des aspects faisant se sentir bien comme les voitures électriques distrayant de la vue plus générale de la croissance économique qui demande de plus en plus, et non moins, de destruction de l'environnement. Une étude publiée sur triplepundit.com, "people, planet, profit" range Barcelone à la troisième place mondiale des "villes climatiquement-résilientes", "prenant acte du changement climatique et participant au XXIe siècle." Les analyses de l'empreinte écologique de Barcelone ne prennent pas en compte la circulation des avions et paquebots de croisière qui amènent de nombreux.se.s visiteur.se.s dans la ville, les productions hautement toxiques d'ordinateur et téléphones portables, ni les émissions de gaz à effet de serre dues à l'internet, sur lequel le modèle économique de la ville repose.

Dans l'ancien quartier industriel et populaire de Poble Nou, nous trouvons l'un des campus spéciaux à l'avant-garde du modèle de la *Smart City*. "22@" est un espace dédié aux entreprises technologiques et aux startups, prétendant à plus de 4 millions de mètres cubes d'espace de bureau et 1500 entreprises ont déjà emménagé. Avec le soutien total de l'Ajuntament, les anciens blocs d'appartements sont vidés, les vieilles usines éviscérées, rénovées et utilisées pour accueillir ces nouvelles entreprises. Au cœur de ce campus *Smart City* se trouve Barcelona Activa, un centre financé par le gouvernement et dédié à encourager des startups, parfois même en leur donnant gratuitement des espaces de bureaux pendant leurs deux premières années.

Une nouvelle logique de gentrification

Des géants comme Apple, Google et Samsung continueront à modeler l'univers des TIC et l'économie mondiale dans un futur proche. Plutôt que d'essayer d'entre en compétition avec ceux là, l'ajuntament a cultivé une niche les complétant, un berceau pour les startups qui développent un bon nombre des applications et innovations comblant les avancées ouvertes par Google et autres ; un terrain de rencontre pour financiers et développeurs désespérés de percer hors des climats terriblement compétitifs de San Francisco, New York et Londres.

À la différence de ces autres villes, Barcelone peut prétendre à une main d'œuvre intellectuelle peu coûteuse bien que de mieux en mieux qualifiée, et un secteur des services encore moins coûteux susceptible de subvenir à tous les caprices gastronomiques, culturels et de divertissements des yuppies et délégués de congrès. Une problématique historique pour le capitalisme a été que les secteurs industriels clefs ont souvent eu à être récompensés avec des privilèges et une stabilité qui constitue éventuellement une obstruction à l'extension exponentielle de leur exploitation. Dans le secteur des TIC en revanche, nous pouvons observer une forme de travail hautement précaire : contrats temporaires, peu ou pas de protection du travail ; mais également grassement rémunéré. Barcelone exploite ce phénomène au maximum. Prenant avantage de son faible coût de la vie d'un côté, et de la saturation des centres plus établis d'emplois TIC de l'autre, elle peut offrir un lieu où le surplus potentiel de travailleurs des TIC peuvent être séduits à s'engager dans leur production à forte rentabilité pour des salaires bas en comparaison avec leur domaine. Elles ont lié ce travail précaire bien payé au travail précaire mal payé du secteur des services. Un autre bonus du modèle Barcelone est qu'il n'aura pas pour conséquence de faire augmenter le coût du marché immobilier aussi drastiquement que ce fut le cas lors des expansions économique de San Francisco, Londres ou d'autres villes. Une gentrification traditionnelle, mesurée par l'augmentation des loyers laisserait Barcelone culturellement moribonde, et entraînerait soit une augmentation des loyers, soit une pénurie de main d'œuvre dans le secteur des services, en rendant impossible aux employés des hôtels, restaurants et magasins de vivre à proximité. Cet écrasement constituerait une menace à l'ensemble du cycle d'accumulation, dont le surplus de richesse généré menacerait de dévaluer la richesse produite.

Le concept de gentrification a d'abord été développé pour décrire un processus de déplacement dans lequel les mécanismes gouvernementaux et de marché permettaient à une classe économiquement supérieure de s'approprier le quartier d'une classe économiquement inférieure, en prenant pour exemple des quartiers populaires de Londres comme Islington. Pour moi, je pense que l'élément fondamental est celui d'une perte et d'une dépossession collective. En revanche, l'étude de la gentrification, de l'augmentation des loyers, les mécanismes les plus facilement quantifiables participant à ce processus, deviennent un masque pour la gentrification elle-même, en faisant de l'ombre aux dimensions stratégiques étatiques d'aménagement du territoire et en ignorant la questions des identités collectives des quartiers et de l'auto-organisation. Si le quartier se perd sans hausse des loyers, est-ce encore de la gentrification ?

Cette question est particulièrement pertinente à Barcelone, où la crise et l'éclatement du marché de l'immobilier ont en fait poussé à une baisse des loyers pendant quelques années (bien que ce ne soit pas nécessairement en lien avec les salaires). Poble Nou, anciennement prolétaire s'est rempli de cafés pour touristes sur leur chemin pour la plage, et un pan entier du quartier s'est fait annexer par 22@. Raval et Casc Antic, quartiers ouvriers et immigrants se font ravager par les hipsters amenés là par des événements culturels, nouveaux musées, bars branchés et restaurants vegans. Barceloneta, autrefois un village de pêche s'est fait transformer en une excroissance de la plage, avec des maisons transformées en locations à court-terme et des voisinages forcés à endurer le flot des hordes de vacanciers. Poble Sec s'est fait déclaré comme une zone commerciale pour les touristes débarquant des paquebots du port tout proche, et dans d'autres quartiers, des appartements vides se

font acheter par ou louer à des vacanciers.e.s d'Europe ou d'Amérique du Nord. Les parcs et les places gagnées par les voisinages après de longues et dures batailles de résistance au boom de construction incontrôlé des années 1980 et 1990 ont été envahies par des bars et restaurants, étendant avec avarice leurs terrasses privées sur des espaces publics ; et payant bien entendu l'Ajuntament pour des permis.

De plus en plus, les gens perdent le contrôle de leurs quartiers, et ces quartiers perdent leur caractère communal et ouvrier tandis que les yuppies et touristes sont amenés par tous les moyens nécessaires. Même si les loyers n'augmentent pas rapidement, c'est le cas pour la valeur foncière, et des gens se font déjà déplacer du fait que, par manque d'emploi, leur seule option est de louer leurs appartements de de déménager vers les périphéries. Il y a aussi eu la crise hypothécaire. Entre 2007 et 2010, il y a eu 40000 expulsions en Catalogne.¹ Des dizaines de milliers de personnes s'étaient faites dégager de chez elles à Barcelone après qu'elles n'aient plus pu faire leurs paiements. L'augmentation des taux d'intérêts, le fort chômage et les renflouements de banques sans contrôle ou protection sociale ont constitué un tout nouveau set de moyens par lesquels des quartiers peuvent se faire vider de leur populations traditionnelles.

Un grand nombre de quartiers ont organisé des manifestations contre le tourisme. L'Ajuntament y a répondu par quelques mesures mitigées, appelant à un comportement civique et à la "*convivencia*", la convivialité, le vivre-ensemble harmonieux du voisinage. La nouvelle administration progressive inclus des remises en question du tourisme à outrance dans leur programme. Pourtant, l'élite de la ville a démontré de son intérêt à changer le type de tourisme qui est encouragé. Après tout, des terrains de jeux pour étudiant.e.s bourré.e.s ne correspondent pas aux terrains de jeux intellectuellement et culturellement stimulant requis pour le secteur des TIC. Les étudiant.e.s sont néanmoins toujours les bienvenu.e.s et servi.e.s ; bien qu'elles puissent être dirigé.e.s vers des *party islands* comme Ibiza, tout juste à un trajet de ferry du port de Barcelone.

En dépit des demi-mesures, de nombreux.se.s résident.e.s ont l'impression que leur ville s'est faite envahir par le tourisme, un sentiment qui contribue à l'outrage, rendu manifeste lors des émeutes de Can Vies en mai dernier. Si d'après les médias, seulement un centre social squatté était en jeu, les milliers de personnes ayant pris la rue, combattu la police et mit le feu aux équipements de construction ont parlé fortement et fréquemment des modèles complètement opposés de la ville : Celui conçu pour générer des profits et assurer le contrôle social, imposé par des investisseurs.se.s lointain.e et l'Ajuntament ; et le modèle proposé et mis en pratique à travers l'action directe par les habitant.e.s elleux mêmes, basé sur le logement pour tou.te.s, des centres sociaux autonomes, et des parcs et jardins autogérés, une sécurité sociale, éducation et transports libres et de bonne qualité, une culture non-marchandisée et des assemblées de quartier.

Les émeutières ayant eu tant de soutien, elles ont forcé l'Ajuntament à se retirer, annulant l'expulsion de Can Vies. Mais étant donné qu'il n'avait jamais été question d'un seul centre social, la véritable bataille n'a été que retardé.

¹ <http://www.ccma.cat/324/Els-desnonaments-a-Catalunya-es-disparen-per-la-crisi/noticia/981606/>

La main forte derrière le libre marché

Les forces du marché seules ne sont pas suffisantes pour faire avancer les processus de développement qui ravagent Barcelone. L'Ajuntament a toujours eu un tour d'avance dans le jeu, en instituant, en instituant des politiques et projets myopes, proactifs et agressifs, les liant ensemble dans un plan d'urbanisme unifié, continué par une administration après l'autre. Celui-ci s'étend aussi bien au delà des limites de la municipalité de Barcelone et est régulièrement ré-évalué et remis à jour. Cette forte planification centrale est instrumentale pour alimenter l'investissement et le progrès. Sans cette stratégie d'élite, Barcelone aurait sûrement stagné comme ville divisée entre une industrie et un tourisme de secondes classes, chargé d'un secteur du bâtiment s'étant effondré sur lui-même dans un coin.

L'élite politique, en revanche ne sont pas du tout dans les coins de Barcelone. Le sursaut récent du mouvement d'indépendance catalan, avec du soutien venant même des institutions politiques et médiatiques peut être en parti compris comme un moyen de pression de la part de l'élite catalane sur l'élite espagnole et le gouvernement central de Madrid à soutenir plus directement le pari économique de Barcelone.¹ C'est après tout Barcelone et non Madrid qui se positionne la mieux sur l'axe technologique international, bien que le gouvernement espagnol continue de subventionner Madrid, et donc par bien des aspects prends davantage à la Catalogne en taxes qu'elle n'en redistribue sous la forme de développement de projets et autres faveurs. En contraste avec les États-Unis, l'Espagne suit un modèle plus traditionnel dans lequel les provinces existent pour alimenter le gouvernement central plutôt que l'inverse. En menaçant de se séparer, la classe commerciale et politique catalane peut forcer Madrid à contempler la perspective d'une Espagne sans son joyau économique, et potentiellement donner lui a des changements de politiques favorables.

Malgré le manque de soutien de la part de Madrid, l'Ajuntament a cultivé la "Marca Barcelona" pendant des années, faisant la promotion de la niche de marché de la ville, et s'efforçant d'attirer des congrès professionnels et autres grands événements. Le début de la fin fut en 1992, quand Barcelone fut l'hôte des Jeux Olympiques d'Été, contribuant à la première grande vague de tourisme, rénovation urbaine et démolition de quartiers pauvres. Elle était considérée comme une candidate improbable pour cet honneur, mais dans les années 1980, elle avait mené une campagne difficile et convaincue le comité olympique d'être à la hauteur de la tâche, arrachant le prix d'Amsterdam, jusqu'à là pressentie Depuis lors, l'Ajuntament a anticipé les besoins des investisseur.se.s, entrepreneur.se.s, touristes et des forces de l'ordre qui maintiennent la ville présentable pour les précédent.e.s. Lors du développement des décrets sur les comportements civiques, passés en 2006, Barcelone a invité *l'ancien maire de New York, Rudolf Giuliani, qui a conseillé l'Ajuntament sur l'hypothèse de la fenêtre brisée, et le Broken Window Policing, la tolérance zéro et le nettoyage de l'image de la ville. Les lois sur le civisme se sont depuis répandues à travers l'Espagne et Giuliani a été cité comme une influence majeure par le maire de Barcelone Xavier Trias. Les nouvelles lois augmentent grandement le contrôle étatique sur l'espace, en instituant ou augmentant les amendes pour de nombreux de leurs usages populaires et ouvriers, comme jouer de la musique ou boire dans la rue, étendre le linge au balcon, graffiti et ainsi de suite. Certaines de ces mesures ont directement bénéficié des espaces privatisés.*

Tout comme à San Francisco, la police de Barcelone a eu à jouer un rôle énergique pour assurer les processus développement économique et de gentrification en cours. À la différence des États-Unis, une guerre draconienne contre le crime ne serait pas passée en Catalogne ; du fait que les pouvoirs exceptionnels de la police, les sentences dures et l'inévitable augmentation de violence policière évidente auraient rappelé à trop de monde la dictature fasciste. Un plus grand soutien de l'élite à des organisations fascistes n'était pas non plus une option viable ; bien

¹ Ndt : La continuité de ce même mouvement a donné les élections du premier octobre 2017, durement réprimées, puis annulées par Madrid, et dont le levier économique décrit ici est considéré comme la seule conséquence "légitime".

que la plupart des éléments de l'extrême droite aient en fait tenté de copier les stratégies déployées en Grèce, où les fascistes ont été utilisés comme paramilitaires pour écraser la résistance aux mesures d'austérité. Mais les fascistes ne sont ni branché.e.s, ni cosmopolites et donc incompatibles avec les besoins économiques et culturel d'un terrain de jeu pour yuppies. La bonne réponse, et le pivot du modèle Barcelone de développement urbain a été l'anti-terrorisme.

Il ne s'agit pas vraiment d'une surprise étant donné que l'Espagne a été l'un des premiers pays à déployer une politique intégrale d'anti-terrorisme comme moyen de contrôle social au sein d'une société démocratique. En fait, le principe d'exceptionnalisme, central à l'anti-terrorisme descend directement de la jurisprudence Nazie, et ce furent dans deux démocraties-récemment fascistes, l'autre étant l'Allemagne, qu'elles sont devenues prééminentes, des dizaines d'années avant Al-Qaida et le 11 Septembre 2001.² En Espagne, la première cible sociale à se faire épingle pour terrorisme a été le mouvement indépendantiste basque. Une force importante dans la chute de la dictature de Franco, le mouvement basque a néanmoins été ciblé par la répression dès les premières années de la nouvelle démocratie. C'était là un développement prévisible. Le système, de fait bi-partiste était mené par les fascistes devenu.e.s conservateur.ice.s et les communistes devenu.e.s socialistes, une fois légalisé.e.s et accueilli.e.s au pouvoir dans un pacte faustien par leurs ancien.ne.s ennemi.e.s.

La torture par la police, isolation, emprisonnement à long-terme et criminalisation de n'importe quelle forme de soutien populaire ont été les mesures exceptionnelles que l'Espagne démocratique a normalisée dans sa guerre contre le mouvement indépendantiste basque. Étant donné que l'État n'abandonne jamais du pouvoir, et ne fait que l'accumuler, il est prévisible qu'après le désarmement du mouvement basque, le gouvernement espagnol identifierait de nouvelles menaces terroristes plutôt que de démanteler son appareil anti-terroriste. De la bouche cynique de Javier Bermúdez, juge et ancien président de l'Audiencia Nacional, l'un des plus hauts tribunaux espagnol, « Le terrorisme, n'est pas et ne peut pas être un phénomène statique. Il s'étend plutôt et se diversifie constamment et graduellement au sein de l'amplitude de ses activités, raison pour laquelle le législateur pénal démocratique dans l'obligation de répondre à ce phénomène complexe se doit également d'étendre l'espace pénal de ces comportements qui doivent objectivement être considéré comme terroristes. [...] Une organisation terroriste avec des objectifs pseudo-politiques peut essayer de les achever non seulement à travers des actions terroristes, mais également à travers des actions qui ne pourraient pas être qualifiées d'actes de terreur : mobilisations populaires non-violentes, propagande politique non-violente, augmentation de la conscience populaire sur l'importance de leurs objectifs, etc. » (2002)

Cette nouvelle menace terroriste sont les anarchistes. Pas même les procureurs, toujours fan de fiction, prétendent que les anarchistes en Espagne aient tué qui que ce soit, et pourtant depuis plusieurs années, les médias ont reproduit consciencieusement les communiqués de police faisant état de la menace anarchiste. Le profil des anarchistes est celui d'un.e immigrant.e et d'une agitateur.ice professionnel.le dont les seuls objectifs sont de saisir n'importe quelle opportunité pour créer de la violence et du désordre. C'est un tropisme usé, ayant fait déjà plusieurs tours dans les cent dernières années, mais certain.e.s le trouvent toujours tristement crédible.

À défaut de sang sur leurs mains, les anarchistes n'ont pas en revanche été inactif.ve.s. Ce qu'illes ont fait est participer avec enthousiasme et efficacité aux grèves générales de 2010 et 2012 qui ont temporairement arrêté l'économie et pris les rues en protestations contre les mesures d'austérité ; dans le mouvement d'occupation des places qui a remis en cause la légitimité de la démocratie espagnole ; dans les émeutes pour protéger Can Vies : dans les campagnes contre le contrôle de plus en plus imposé sur l'espace public ; dans les manifestations annuelles du premier mai et autres événements maintenant l'histoire radicale de Barcelone en vie : dans les centres sociaux et les projets infrastructurels autonomes qui représentent un modèle de culture non-marchande et une économie à petite échelle basée sur la solidarité et l'entraide plutôt que sur le profit et la propriété publique ; en résistance contre les expulsions ; et dans les attaques contre les banques et les institutions gouvernementales.

Les anarchistes ne sont à aucun moment les seul.e.s à participer dans ces mouvements et formes de rébellion ; et la répression policière ne se fait pas seulement à leur encontre. Les anarchistes symbolisent les éléments les plus intransigeant.e.s et radicalaux. En les attaquant, l'État, attaque en fait les pratiques d'action directe, de solidarité, d'auto-organisation, de sabotage et d'autodéfense collective. Si les anarchistes peuvent être diabolisé.e.s comme terroristes, tou.te.s les autres prendront leur distance des tactiques anarchistes, et embrasseront les lignes institutionnelles et réformistes si faciles à dévier ou récupérer.

² Gelderloos, Peter. *The pandora's box of anti-terrorism*. Disponible sur : <http://www.counterpunch.org/2015/02/13/the->

En novembre 2013, cinq anarchistes ont été arrêté.e.s à Barcelone, tou.te.s immigrant.e.s ; et deux sont toujours enfermés en attendant de leur procès.³ Cette première attaque donnera éventuellement lieu à une opération de plus grande envergure. Le 16 décembre 2014, 11 anarchistes ont été arrêtés avec des accusations de terrorisme, et trois centres sociaux ont été attaqués, à Barcelone et dans le reste de la province. L'enquête a été menée par la police autonome catalane et les mandats ont été signés par Javier Bermúdez. Les preuves les liant à n'importe quel sabotage étaient faibles, mais elles étaient également accusé.e.s d'appartenir au *Grupos Anarquistas Coordinados*. Les GAC sont, ou étaient une organisation publique anarchiste n'ayant pas fait grand chose de plus que d'organiser quelques débats et de publier un livre critiquant la démocratie,⁴ mais la police, aidée par des médias de masse complaisants les ont arbitrairement déclaré le groupe comme une organisation terroriste. Loin d'avoir terminé, la police a mené d'autres arrestations pour motif de terrorisme le 30 mars 2015, en ciblant 15 personnes, principalement à Madrid cette fois-ci, mais dont trois à Barcelone

Le gouvernement n'est pas assez sot pour déclarer ouvertement que ces arrestations sont en représailles à la participation des anarchistes aux grèves, manifestations, révoltes et émeutes des dernières années ; et font en fait beaucoup d'efforts pour en donner la représentation d'un phénomène complètement déconnecté. Mais quelques faits sous-entendent la manœuvre. Les médias ont commencé à poser les bases pour la répression policière en préparant la figure de l'anarchiste immigrant.e et criminel.l, particulièrement en réponse aux manifestations combattives du premier mai et aux émeutes lors des grèves générales. En outre, la répression policière dans ces moments de désordre urbains, particulièrement à Barcelone n'ont pas été efficace à amener des arrestations et emprisonnement de véritables anarchistes, et ont plutôt contribué à une expérience collective permettant de contester le contrôle étatique des rues et de s'en sortir. Par exemple, les personnes poursuivies pour les émeutes de *Can Vies* ont généralement été des passant.e.s, des fêtard.e.s ivres, des journalistes, spectateur.ice.s et des adolescent.e.s venant à leur première manifestation. Le gouvernement avait clairement besoin d'autres mécanismes pour punir un élément important dans ces conflits.

Au final, un grand nombre des actions de sabotage pour lesquelles les anarchistes arrêté.e.s en 2014 et 2015 ont été accusés ont eu lieu dans le contexte des mesures d'austérité, de manifestation contre des expulsions, de grèves générales, d'émeutes à Burgos contre un projet de gentrification et les manifestations de solidarité correspondantes à Barcelone, occupations étudiantes et ainsi de suite. Les communiqués revendiquant ces attaques, typiquement à l'encontre de banques et souvent en référence explicites aux conflits sociaux en cours. Le sabotage est une tradition ouvrière bien installée que les gouvernements de part le monde essaient de poursuivre comme terrorisme, est une partie intégrante des mouvements populaires, et ces actions spécifiques faisaient partie de la réponse de la rue contre les tentatives du gouvernement d'imposer l'austérité, d'agressivement remodeler les quartiers dans l'intérêt du commerce et de demander aux gens d'être heureux.ses avec les miettes.

Et si les procureurs ne peuvent pas prétendre avec une honnête certitude que les anarchistes arrêté.e.s aient vraiment participé dans aucune de ces actions de sabotage, ce qu'elles savent vraiment est que les accusé.e.s sont vocales à propos de leur soutien à la lutte révolutionnaire ; de la même manière qu'elles étaient des soutiens vocales aux arrêté.e.s précédent.e.s avant que ne vienne leur tour. Il s'agit là des activités de conscientisation dont parlait le juge Bermúdez. La police ne sait pas qui a commis.e.s les actions illégales spécifiques, mais leur véritable cible est l'ensemble du mouvement. Leur main lourde sur les tactiques d'intimidation était évidente sur l'ensemble du spectre politique. Après les arrestations de l'*Opération Pandora* en 2014, une manifestation spontanée de 5000 personnes de tous horizons en soutien aux anarchistes eut lieu, et sur Twitter, *#yotambien-soyanarchista* (je suis aussi un.e anarchiste) s'est répandue à travers l'Espagne, la mettant dans le top10 des expressions les plus suivies.

Le gouvernement Catalan n'a aucun espoir de propulser Barcelone sur un axe international des technologies de l'information s'illes ne peuvent pas contrôler leur propre population. Les gens, après tout, sont supposés être des ressources et non des êtres auto-organisé.e.s avec des rêves qui leur sont propres et une capacité de

pandoras-box-of-antiterrorism/

³ <http://www.lechatnoiremeutier.antifa-net.fr/espagne-quelques-textes-sur-les-recentes-arrestations-de-compagnon-nes-a-barcelone/>

⁴ Grupos Anarquistas Coordinados. *Contra la democracia*. 2013. Disponible sur <https://es.theanarchistlibrary.org/library/grupos-anarquistas-coordinados-contra-la-democracia>

définir leur propres besoins et désirs, leur propres visions de ce à quoi leurs quartiers devraient ressembler. Certain.e.s Catalan.e.s sont séduit.e.s par ce nouveau modèle urbain, en étudiant les motifs, imaginant leurs propres start-up technologiques, ou se contentant des emplois dans les bars et restaurants branchés. Mais de nombreux.se.s résident.e.s de Barcelone ne sont pas du tout content.e.s de ce nouvel arrangement et constituent de plus en plus une force capable de bloquer les plans des investisseur.se.s et de l'Ajuntament. Les délégué.e.s des conventions qui se font cracher dessus et insulter dans les rues, ou qui ont vu leurs vacances se faire interrompre par une émeute étudiante ou une grève des transports ne reviennent pas. Les touristes qui se font voler, ou qui ne peuvent pas trouver d'hébergement *cheap* partent à la recherche d'autres destinations. Si les voisin.e.s résistent collectivement aux expulsions, le caractère de leur quartier ne peut pas être changé si rapidement.⁵ Et si les gens se battent pour le contrôle des rues, l'hôtel de ville ne peut pas imposer ses plans comme s'il ne s'agissait que d'une carte sur laquelle tirer des traits.

Si les habitant.e.s ne se soumettent pas, les autorités seront forcées de les remplacer. Sur leur axe imaginaire, illes ne font pas qu'apprécier l'exemple de la gentrification de San Francisco. L'autre pôle est l'enclave technologique qui a émergé autour de Tel Aviv. Quel meilleur exemple de pays en tant que communauté cloisonnée qu'Israël ? De la même manière que San Francisco fournit un terrain de jeu censé être culturellement stimulant pour ses travailleur.se.s intellectuel.le.s, Israël se vante d'être une autre sorte de terrain. Un laboratoire plus précisément, dans lequel un les préoccupations toujours présentes pour la sécurité et le contrôle social créent un environnement des plus stimulants pour les nombreuses applications policières et militaires de cette expansion high-tech en cours. La gauche du mouvement indépendantiste catalan à longterm décrié les liens politiques et économiques serrés entre la Catalogne et Israël. Ces liens pourraient fournir à l'Ajuntament les ressources et innovations dont il aura besoin pour gentrifier le champ de bataille.

Est-ce que l'administration de Colau fera usage de ces mesures ? La nouvelle maire a déjà annoncé un changement de direction pour la police municipale, mais ce genre de décision est un standard. Nous ne devrions pas oublier que c'est pendant le contrôle du parti vert (ICV) du Ministère Catalan de l'Intérieur que le Mossos a commis ces pires abus de la dernière décennie,⁶ comme l'affaire 4F dans laquelle plusieurs squatteur.se.s ont été piégé et torturé, donnant lieu à un suicide ; ou l'affaire "Kubotan", dans laquelle la police a attaqué une manifestation avec une nouvelle arme illégale de contrôle des foules. Une autre possibilité dérangeante est que Barcelona en Comú choisisse une utilisation innovante de la police de proximité,⁷ restaurant l'image publique de la police, salie à juste titre, et regagnant la paix sociale dont le présent modèle de gentrification profite.

⁵ Ndt : Sur la résistance aux expulsions à Turin, *Lutte contre les Sfratti à Turin : Assemblées piquets et occupations 2011-2012*. Disponible sur <https://infokiosques.net/spip.php?article1008>

⁶ Ndt : La Mossos d'Esquadra sont la police de la generalitat de Catalogne.

⁷ Ndt : Il s'agit du groupe politique à la tête duquel Ada Colau a été élu à la municipalité de la ville en 2015.

Espace public, espace privé & espaces commun

L'une des raisons de la défaite d'Amsterdam lors de sa candidature pour les Jeux Olympiques de 1992 ; qui a ouvert la porte à une campagne agressive de gentrification à Barcelone, est qu'un groupe déterminé d'autonomes, squatteur.se.s et anarchistes avaient suivi avec une attention toute stratégique le mouvement de leurs adversaires ; eu vent des plans ; et lancé une campagne créative de dérangement pour harceler avec ténacité le comité olympique, leur promettant un désastre si les jeux venaient dans leur ville.

De même, les gens à Barcelone pourraient possiblement saboter les plans de l'élite en pourrissant la *Marca Barcelona*, défendant leurs quartiers et faisant de la ville un endroit inconfortable pour les yuppies, touristes et délégué.e.s de congrès. L'honneur douteux de constituer alors un troisième étau dans un axe international des TIC passerait à une autre ville dans laquelle les dissident.e.s n'auraient pas été aussi acharné.e.s et perspicaces. Le Capital a ce grand avantage de mobilité, lui permettant de subvertir la résistance populaire en remplacement abruptement la malédiction de la croissance par la ruine de la dépression. Mais il ne s'agit pas d'un jeu à somme nulle. Chaque bataille contre le contrôle social apporte son trésor de leçons apprises, et celles-ci peuvent être partagées.

La guerre pour la ville de Barcelone n'a pas seulement été combattue dans de grandes batailles ayant fait les premières pages. Il y a eu des luttes parallèles se déroulant dans le silence au quotidien, tandis que les gens apprenaient comment reprendre le contrôle de leurs quartiers. Elles ont eu lieu dans des discussions et des débats dans les centres sociaux, les assemblées, les événements culturels dans les parcs et sur les places ; affiches et graffiti, des réappropriations de festivités populaires non-permises de celles commercialisées par l'Ajuntament, d'entraide et de réseaux de résistance aux expulsions créées comme filets de sécurité contre la précarité.

Traditionnellement, les activistes qui s'opposent à la gentrification, à la commercialisation et à l'imposition de contrôle sociale se font les champion.ne.s de la dichotomie entre les espaces publics et privé. De la même manière que les activistes anti-austérité luttent contre la privatisation de la santé et de l'éducation, illes déplorent la privatisation de l'espace public, le plus visiblement par des bars et des restaurants qui empiètent sur des trottoirs et places, étendant leurs terrasses pour leurs client.e.s. Mais certain.e.s des anarchistes et autres anti-capitalistes qui participent à ces mouvements trouvent cette dichotomie confuse, proposant aux gens un choix artificiellement restreint. Leurs interventions dans le mouvement contre la privatisation des services de santé soulignent une troisième option : Ni publique, ni privée, mais commune.

Cette trichotomie est au cœur de l'analyse présentée dans le livre *Salut en Perill, Cossos en Lluita : De la resistència a les retallades a l'autogestió de la sanitat [Santé en péril, les corps dans la lutte : De la résistance aux mesures d'austérité à l'auto-gestion de la sécurité sociale.] lui-même un résultat de la participation d'anarchistes dans cette lutte.*¹ Cette vision contient des appels lancés aux progressiv.e.s de travailler sur la myopie de leur défense du système de santé publique, ignorant les nombreuses façons dont le service priorise les besoins économiques sur les besoins humains, traitant les corps comme des machines défectueuses, et de toutes les manières dont il est imprégné de pratiques patriarcales. À la place de simplement revenir sur les coupures d'austérité, le livre argumente que nous devrions permettre l'esprit actuel de solidarité de nous transformer et de transformer cette institution de la sécurité sociale, occupant et auto-organisant les hôpitaux et cliniques existantes, repensant la médecine elle-même et faisant la promotion de concepts de santé holistiques, écologiques et préventifs, et communalisant complètement les services de santé, le prenant entre nos propres mains plutôt que de le confier au gouvernement ou à des multinationales privées.

Cette même trichotomie peut être appliquée à la bataille pour l'espace et la lutte pour la ville. Contrairement à la mythologie démocratique, l'espace public n'appartient pas à nous mais à l'État, et c'est une tâche relativement

¹ Bird, Anacleta & Josep Gardenyes. *Salut en Perill, Cossos en Lluita : De la resistència a les retallades a l'autogestió de la sanitat.* 2012.

simple pour le gouvernement de le confier à une administration privée. En fait, il n'est pas vraiment important de savoir si un espace est policé par des gardes de sécurité privé ou la police elle-même ; l'aspect important à retenir étant que dans aucun de ces cas ces espaces ne nous appartiennent, et que nous ne sommes donc pas non plus permis.e.s de déterminer leurs usages, cadre, constructions, ou disparitions. Les décrets sur les comportements civiques, passés après la consultation de l'Ajuntament avec Rudolph Giuliani, n'étaient donc pas en fait des mesures de privatisation, mais néanmoins de sévères restrictions d'accès publique à l'espace. Les nouvelles lois augmentent grandement le contrôle étatique sur l'espace, en instituant ou augmentant les amendes pour de nombreux de leurs usages populaires et ouvriers, comme jouer de la musique ou boire dans la rue, étendre le linge au balcon, graffiti et ainsi de suite. Certaines de ces mesures ont directement bénéficié des espaces privatisés : Par exemple, la criminalisation de personnes buvant sur un banc et légitimant des personnes buvant attablées à des bar placés dans la rue (après avoir payé l'Ajuntament pour un permis, bien sûr). Cela ne fait que souligner ce qui est maintenant le modèle dominant que les partenariats-public-privé rendaient déjà évident : Il n'y a pas de tension profonde entre les espaces publics et privés. Ces deux idées existent sur un continuum qui est lié par des intérêts communs. Après tout, si on compare les conflits bénins générés par les privatisations récentes de l'espace public avec les siècles d'enclosure, de guerres, exécutions de masse, déportations, expulsions et déracinement que les états modernes ont du entreprendre de manière à détruire les vestiges des espaces communaux et universaliser l'institution de l'espace public, il devient évident où se trouve la véritable différence.

La véritable question n'est pas : Quel pouvoir externe gouverne les espaces dans lesquels nous sommes forcés de passer nos vies ? Mais plutôt : Avons nous ou n'avons nous pas de contrôle direct sur nos espaces vitaux ? C'est la logique qui constitue le concept d'espace communal. Pourquoi est-ce que cette nuance théorique est si importante dans la lutte contre la gentrification ? Parce que chaque chose qui ne tue pas le capitalisme le rend plus fort. Si nous dilapidons toute cette énergie et colère mobilisée en demandant simplement une annulation des outrages les plus récents, en bloquant un plan spécifique de gentrification mais en continuant de confier la ville à une élite ayant à cœur d'autres intérêts, nous ne ferons au mieux que repousser l'accroissement de notre misère, de la même manière que l'État providence repoussa les mouvements ouvriers révolutionnaires avec de nouvelles gammes de services publiques, seulement pour les trahir une fois que ces mouvements se sont désintégré et que le néolibéralisme a pu émerger.

Pire encore, un mouvement partiel pour la ville pourrait prolonger ces conditions qui rendent Barcelone attirante comme paradis à yuppies. Des groupes de résistance aux expulsions qui ne prennent pas le pas suivant d'occuper des appartements vides pour créer des hébergements gratuits, et donc remettre en cause la propriété privée, peuvent avoir l'effet de maintenir les loyers bas, ce qui semble quelque chose de bien si ce n'est que les loyers relativement peu élevés de Barcelone sont l'un des aspects motivant le boom des TIC et y emmenant des vagues de yuppies et startups. Comme mentionné plus haut, l'augmentation des loyers n'est pas le seul moyen de nettoyer un quartier. En fait, si les loyers augmentent trop rapidement, les employé.e.s peu payé.e.s du secteur des services sur lequel.le.s se reposent les employé.e.s technologiques ne peuvent plus se permettre d'habiter en ville, motivant la même crise de l'emploi qui ronge les profits de San Francisco. Le capitalisme a toujours eu besoin de réformateur.ice.s pour se sauver lui-même de ses propres excès, et un mouvement pour le logement qui n'est pas trop radical peut réduire les contradictions qui auraient autrement détruit les profits générés par le cycle d'accumulation à la base du processus. De la même manière, un mouvement contre-culturel qui ne réussirait qu'à diversifier la ville, plutôt que de se la réapproprier, rend celle-ci culturellement attrayante à celleux qu'elle saignera à mort.

Le but de cette analyse n'est pas de suggérer que nous gagnions ou rentrons chez nous, ou plutôt déménagions car c'est bien ce *chez nous* qui est en jeu, ce qui serait probablement exagéré en considérant que nous faisons face à un ennemi particulièrement capable. L'idée d'un espace commun est un appel à ne pas nous sous-estimer. Les éléments nécessaires pour prendre la ville et la transformer pour subvenir à nos propres besoins sont en jeu. Des assemblées de quartier, des occupations de logements, d'hôpitaux, d'écoles, des jardins squattés, des canaux de contre-information et des médias alternatifs, une tradition culturelle non-marchande, des ateliers non-marchandes, des espaces de partage et d'échange gratuit, centres sociaux, techniques et traditions pour

confronter la police dans les rues. Ce qui manque est une croyance en nous-même, une vision pour notre propre ville, autogérée et sans médiation par des politicien.ne.s ou des relations commerciales.

Il est évident que les institutions démocratiques qui existent pour nous garantir une contribution et une participation aux changements qui affectent notre monde sont conçues pour ne pas fonctionner ; que les structures de démocratie sont hiérarchiques et élitistes concentrant du pouvoir et permettant à une poignée d'organiser notre société au nom d'un public qui n'est rien de plus que des spectateur.ice.s passif.ve.s. Je ne crois pas que quiconque puisse honnêtement donner des exemples du contraire. Néanmoins, des gens continuent de croire en ces structures, ou au moins y contribuer, en dépit de toutes les déceptions et trahisons, car prendre pleinement responsabilité de nos vies serait une perspective effrayante. C'est plus effrayant encore si nous n'en parlons pas, si nous insistons à comparer entre une administration publique et une administration privée sans jamais remettre en question le droit d'autres à nous administrer.

L'élite de la ville à une vision agressive et ambitieuse pour Barcelone qui annoncerait la précarité et la mort de tout ce qu'un grand nombre de ses habitant.e.s aiment. Si les gens réagissent seulement par une simple approbation ou refus de ce plan, il n'y a pas d'espoir pour quoi que ce soit d'autre que de retarder l'inévitable. Mais les mouvements sociaux radicaux ont leurs propres modèles de résistance et de transformation. Barcelone offre de riches exemples d'expériences avec l'occupation des places, les assemblées de quartiers, les grèves générales et les escarmouches avec la police ayant mis fin à des expulsions et projets de gentrification. Simultanément, les dissident.e.s à Barcelone se sont nourri d'exemples donnés par les rébellions à Buenos Aires, Berlin, Athènes, Oakland, au Caire et à Istanbul. Qui fera le prochain pas ? Qui transformera ces espoirs pour nos propres visions de la ville dans des pratiques ardentes ? Les puissant.e.s ont peut-être transformé le monde en un champ de bataille mais *« nous portons un nouveau monde dans nos cœurs. »*

Postscriptum

La recherche pour la plupart de cet article a été effectuée avant les élections municipales, dans lesquelles Barcelona en Comú, un parti progressiste ayant émergé des restes du mouvement 15M¹ ont gagné dans une victoire surprenante, et mis l'activiste pour le droit au logement Ada Colau dans le bureau du maire. Du fait que les plans de développement urbain des administrations précédentes sont toujours en place, et que la plupart de processus de gentrification se déroulent à travers des biais bureaucratiques ou privés qui ne répondent pas immédiatement à une administration politique spécifique, toutes les dynamiques décrites dans cet article restent actuelles.

Que les promesses de campagne considérables de Colau donnent lieu à des changements profondément ancrés n'apparaîtra qu'avec le temps. Dans approximativement un an, j'ai l'espoir de publier une suite explorant les effets de ce changement d'administration. Il n'y a aucune raison en revanche pour un optimisme débridé. Pour arrêter ce train en marche, Colau aurait à abroger des contrats déjà signés, annuler des congrès professionnels déjà programmés, transgresser le droit de propriété protégé par toutes les autres branches du gouvernement et surmonter l'influence politique de la police, décevoir les investisseurs et financiers sur lesquels l'Ajuntament se repose pour financer et mettre en pratique ses politiques. Ce n'est pas une erreur si les élections ne constituent qu'une part minime dans les processus au sein d'une société démocratique. Il ne faudrait pas non plus voir une abberation dans le fait que la semaine dernière, un bâtiment occupé qui hébergeait un centre social féministe et plusieurs logements a partiellement été expulsé comme prévu.

¹ Ndt : Pour 15 Mai, il s'agit d'un autre surnom donné au mouvement des *Indignados*.

Bibliothèque Anarchiste
Anti-copyright



Peter Gelderloos
Précarité au paradis
Le modèle Barcelone
2015

Lors d'une soirée de discussion récente autour du sujet de la résistance au tourisme, et à l'arrivée nouvelle des paquebots de croisière dans le port de Marseille, l'exemple de Barcelone est souvent revenu, mais presque uniquement pour parler du contre-modèle de l'*assemblea de Barris per un turisme sostenible*, le regroupement d'assemblées de quartiers pour un tourisme durable. Caricaturant à peine, le tourisme devait être accepté, pourvu qu'il s'agissait d'un tourisme "responsable". Ce n'était pas forcément du goût de chacun.e. Ici donc un texte présentant une perspective différente sur le modèle "Barcelone". Mélangeant la gentrification, technologies, tourisme et lutte antiterroriste, le texte parle du développement urbain et de la résistance qu'il rencontre. Peter Gelderloos est l'auteur de plusieurs livres dont *Anarchy Works*; *To get to the other side* et *Comment la non-violence protège l'État*. Il habite Barcelone. Cet article a d'abord été publié en anglais par Roar Magazine le 28 juin 2015. Traduction française par Bus Stop Press, Marseille, 2018.

fr.theanarchistlibrary.org